



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Conseil communautaire du jeudi 5 février 2026

Sommaire

A.Budget 2025 & analyse rétrospective

- Première approche d'ensemble
- L'évolution des recettes de fonctionnement
- L'évolution des dépenses de fonctionnement
- Le fonds de roulement

B.Les perspectives financières et budgétaires sur la période 2026-2028

- Le contexte économique et financier national de l'action publique locale
- La situation locale
- Les relations financières avec l'Etat
- Le contexte de l'établissement
- Les hypothèses retenues pour la projection financière
- L'épargne de gestion
- La dette

C.La programmation pluriannuelle des investissements

- Le recensement des projets
- Le scénario financier résultant

D.Le budget annexe Assainissement collectif

E.Le budget annexe Mobilité

Annexes :

- Annexe 1 – scénario financier 2021-2028 du budget principal
- Annexe 2 – programme pluriannuel d'investissement
- Annexe 3 – rapport d'orientation « Ressources humaines »

L'ensemble des données chiffrées présentes dans ce document sont extraites du scénario financier 2021-2028 ainsi que du programme pluriannuel d'investissement, tous deux annexés au présent rapport.

A- budget 2025 & analyse rétrospective

a) première approche d'ensemble

Les dernières données comptables reprises dans la présente note sont extraites de la gestion 2025 avant adoption du compte administratif. Elles pourront encore faire l'objet de quelques ajustements après constatation d'ultimes écritures et confrontation des données enregistrées par le comptable public. Elles sont, en revanche, suffisamment fiables pour permettre une approche financière susceptible de sous-tendre le débat d'orientation budgétaire, préambule à l'examen du budget primitif de 2026.

Issues du huitième exercice comptable de l'établissement, ces données peuvent être mises en perspective avec les années précédentes. Le recul de l'épargne, pour la cinquième année consécutive, est moins marqué qu'en 2024 (voir tableau ci-dessous). Il conforte une tendance de long terme dont il conviendra d'appréhender l'ensemble des conséquences au sein de ce rapport. Il sera, par ailleurs, interprété plus loin à la lumière de l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement détaillée plus loin.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
recettes réelles de fonctionnement (*)	23 693 818 €	24 590 966 €	26 562 056 €	28 716 891 €	29 814 939 €	30 489 226 €
dépenses réelles de fonctionnement (*)	19 405 436 €	20 973 218 €	23 401 007 €	25 813 481 €	27 627 741 €	28 462 728 €
épargne brute *)	4 288 382 €	3 617 749 €	3 161 049 €	2 903 411 €	2 187 198 €	2 026 498 €
épargne nette (*)	3 405 515 €	2 889 060 €	2 416 513 €	2 175 858 €	1 505 301 €	1 324 191 €
évolution N/N-1	24,53%	-15,17%	-16,36%	-9,96%	-30,82%	-12,03%

(*) : hors opérations exceptionnelles

La réalisation financière du programme d'équipement de 2025 est reprise dans le tableau suivant.

	RAR (fin 2024)	crédits 2025 (BP & DM)	total crédits 2025	réalisations 2025	taux de réalisation	engagements juridiques non soldés fin 2025
immobilisations incorporelles (chapitre 20)	186 294 €	826 185 €	1 012 479 €	597 459 €	59,01%	430 905,43 €
participations versées (chapitre 204)	583 826 €	406 034 €	989 860 €	564 872 €	57,07%	300 358,00 €
immobilisations corporelles (chapitre 21)	1 688 206 €	4 952 256 €	6 640 462 €	4 403 118 €	66,31%	2 225 569,06 €
immobilisations en cours (chapitre 23)	242 €	5 812 397 €	5 812 639 €	5 044 237 €	86,78%	3 205 542,08 €
TOTAL	2 458 569 €	11 996 872 €	14 455 441 €	10 609 686 €	73,40%	6 162 374,57 €

Aux 10,609 millions d'euros d'investissement réalisés en 2025, il faut ajouter 6,162 millions d'euros de dépenses d'équipement contractualisées avec les entreprises de travaux, le plus souvent en cours de réalisation au moment de la clôture de l'exercice. Certains de ces engagements relèvent de la gestion pluriannuelle des investissements (autorisations de programme pluriannuel déclinées en crédits de paiements annuels), d'autres donneront lieu à des reports dans le cadre de la procédure des « restes à réaliser ».

Pour la deuxième année consécutive, c'est un niveau d'investissement élevé qui a été consenti par le budget communautaire. Pour la première fois depuis la création de l'établissement le seuil de 10 M€ de dépenses d'investissement sur un exercice a été franchi. Il convient également de relever le taux de réalisation satisfaisant des crédits d'investissement (près de 75%) en nette amélioration par rapport aux exercices précédents. On peut y voir les fruits de la mise en place de la gestion pluriannuelle des investissements (AP/CP) qui permet de n'inscrire au budget que les crédits nécessaires à l'avancement annuel de chaque opération d'investissement.

b) l'évolution des recettes de fonctionnement

Les recettes émanant des services communautaires (chapitre 70) ont évolué d'un peu plus de 3% entre 2024 et 2025, principalement sous l'effet de la hausse des dépenses de personnel dont la refacturation (principal poste de recette de ce chapitre) a évolué en miroir.

Les chapitres 73 et 731 regroupant les recettes fiscales enregistrent une progression d'environ 500 k€ entre 2024 et 2025, soit une hausse modérée de 2,64%. Le contexte macro-économique moins inflationniste que celui qui avait prévalu en 2022 et 2023 conduit à une faible revalorisation annuelle des valeurs locatives foncières, assiette des principales recettes fiscales de l'établissement. Alors que les valeurs locatives foncières avaient été relevées de 7,1% en 2023 et 3,9% en 2024, elles ne l'ont été que de 1,7% en 2025. Certaines observations s'imposent pour permettre une lecture de l'évolution des ressources principales de l'établissement :

- Le mécanisme de substitution par l'État de la fiscalité supprimée par le législateur (la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, l'essentiel de la taxe d'habitation) s'avère pénalisant pour le budget communautaire. En effet, si elle a pu, un premier temps, assurer la compensation des recettes fiscales supprimées, la fraction de TVA servie par le budget de l'État en lieu et place d'une fiscalité « pilotable » par les collectivités se trouve, notamment depuis 2024, privée de toute dynamique. Une part de l'explication réside dans le fait que l'évolution des recettes de TVA perçues par l'État s'est trouvée inférieure à l'évolution du PIB (du fait notamment de l'évolution de la structure de la consommation). Ainsi, entre 2024 et 2025, les recettes adossées à la TVA perçues par Terres d'Argentan Interco n'ont évolué que de 0,71%, soit moins que ce qu'aurait été une évolution de la taxe d'habitation à bases physiques constantes.
- La taxe d'habitation résiduelle perçue par l'établissement a connu un repli de près de 27% en 2025. C'est, pour l'essentiel, la conséquence d'un recentrage de la taxe, prévu par la loi de finances pour 2025, sur les résidences secondaires et les logements vacants. Auparavant, la taxe d'habitation visait également certains locaux meublés ou assimilés. Pour rappel, la taxe d'habitation, auparavant ressource importante du budget communautaire, a été progressivement supprimée à partir de 2018 et n'a plus touché les résidences principales à compter de 2020.
- S'élevant à 718 k€, la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) a enregistré une forte progression en 2025 (+131 k€, soit +22,4 %). Toutefois, un examen approfondi de la situation révèle que ce niveau de recette n'est pas pérenne. En effet, il est la contrepartie de la perception en 2025 de cotisations issues de régularisations et redressements au titre d'exercices antérieurs. Le produit « structurel » de Tascom correspondant à la réalité des surfaces commerciales implantées sur le territoire est sensiblement voisin de 640 k€.
- La progression du produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères n'est que faciale. Elle ne contribue pas à l'épargne de l'établissement puisque l'intégralité du produit de cette taxe est versée au SITCOM, conformément à la participation financière de ses membres fixée dans le cadre de l'adoption du budget du syndicat.
- La refacturation du coût des services communs, principalement à la commune d'Argentan, a connu une évolution sensible entre 2024 et 2025 (+113 k€, soit 9,43%). C'est là la conséquence du fonctionnement, en année pleine, des derniers services communs créés (communication et systèmes d'information).
- Parmi les autres évolutions en matière de recettes fiscales, on relèvera la progression de 70 k€ du produit de la taxe Gemapi (suite à une décision du conseil communautaire) et une recette nouvelle de 46 k€ issue de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de longue distance instaurée par la loi de finances pour 2024 visant les sociétés d'autoroute dont un douzième revient au bloc communal.

Les recettes comptabilisées au chapitre 74 (dotations et subventions de fonctionnement) révèlent une hausse de 112 k€, soit 2,4%. Cette évolution répond à deux logiques tout à fait distinctes :

- Le principal bloc de ces ressources s'inscrit dans le cadre des relations financières entre État et collectivités, notamment le dispositif de dotations modifié, chaque année, par la loi de finances. Ce bloc agrège la dotation d'intercommunalité, la dotation de compensation (ancienne part salaire de la taxe professionnelle), la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et les allocations compensatrices versées en substitution d'exonérations de fiscalité locale décidées par le législateur. À l'examen, on constate que les recettes de cet ensemble refluent de 30 k€, soit 0,72% entre 2024 et 2025.
- Les autres recettes regroupées au sein de ce chapitre sont des subventions de fonctionnement perçues auprès de différents partenaires financiers (État, CAF, région,

département...) en soutien à des actions portées par la communauté de communes. Ces recettes connaissent, quant à elles, une progression de 142 k€, soit 32,5%, entre 2024 et 2025.

Le recul entre 2024 et 2025 des recettes comptabilisées au chapitre 75 est imputable à une recette exceptionnelle perçue en 2024, sans lendemain, en l'occurrence une pénalité de plus de 145 k€ mise à la charge d'EDF pour facturation tardive des consommations d'énergie.

c) l'évolution des dépenses de fonctionnement

Le chapitre 011 regroupant les dépenses à caractère général (consommables, énergie, sous-traitance...) connaît, pour la première fois depuis 2020 un tassement (-70 k€, soit -1,32%). Celui-ci a été rendu possible par la détente de l'inflation et par le maintien des efforts de gestion dans le fonctionnement quotidien des services. Quelques évolutions méritent d'être mises en exergue :

- Pour la deuxième année consécutive, les dépenses d'énergie reculent (-3,78%) sous l'effet de la baisse, sur de nombreux contrats, du coût de l'électron (-1,8%) et de la molécule de gaz (-27,25%).
- Les remboursements de frais aux communes membres ont, quant à eux, connu une nette progression entre 2024 et 2025 (+13,7%).

Le chapitre 012, relatif aux dépenses de personnel, laisse apparaître une évolution « faciale » de plus de 811 k€. Cependant, pour appréhender correctement le poids réel de cette évolution sur le budget communautaire, il y a lieu de prendre en compte les nombreux paramètres qui entrent en jeu dans les montages de refacturation et de financement des dépenses de personnel. Le tableau ci-dessous restitue l'information comptable qui permet d'établir l'évolution du coût net des dépenses de personnel. Pour ce faire, il déduit les masses refacturées à la commune d'Argentan (que ce soit au titre des services communs, des mises à disposition de service ou des mises à disposition individuelles) ou à des budgets annexes constitutifs de SPIC (qui ont leurs propres ressources).

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
chapitre 012 personnel rémunéré par Terres d'Argentan Interco	8 448 234,27 €	10 116 385,15 €	11 427 539,97 €	12 562 689,40 €	13 359 196,79 €
article 62875 convention de mutualisation (mises à disposition de service)	243 101,90 €	383 758,02 €	370 070,66 €	282 851,48 €	330 377,36 €
TOTAL dépenses de personnel	8 691 336,17 €	10 500 143,17 €	11 797 610,63 €	12 845 540,88 €	13 689 574,15 €
article 70841 refacturation de personnel affecté à des SPIC	284 273,40 €	513 226,22 €	572 531,17 €	632 643,14 €	680 026,72 €
article 70845 refacturation de personnel mis à disposition de tiers	210 189,40 €	308 865,42 €	383 451,48 €	366 528,49 €	363 506,65 €
article 70875 convention de mutualisation (mises à disposition de service)	92 965,19 €	101 147,17 €	99 041,79 €	119 245,79 €	281 065,65 €
article 73211 refacturation des services communs	40 787,40 €	584 367,36 €	979 786,00 €	1 197 404,90 €	1 310 315,30 €
TOTAL dépenses de personnel refacturées	628 215,39 €	1 507 606,17 €	2 034 810,44 €	2 315 822,32 €	2 634 914,32 €
subventions perçues sur postes "conventionnés"	37 294,47 €	58 597,40 €	107 000,00 €	152 878,00 €	229 510,00 €
remboursements sur dépenses de personnel (indemnités journalières)	79 462,21 €	118 656,86 €	134 505,65 €	102 614,59 €	182 313,10 €
TOTAL autres recettes sur dépenses de personnel	116 756,68 €	177 254,26 €	241 505,65 €	255 492,59 €	411 823,10 €
COÛT NET du PERSONNEL	7 946 364,10 €	8 815 282,74 €	9 521 294,54 €	10 274 225,97 €	10 642 836,73 €
variation N/N-1 (%)	2,69%	10,93%	8,01%	7,91%	3,59%
variation N/2019 (%)	2,62%	12,21%	18,72%	24,68%	27,29%

Une analyse détaillée de cette évolution est proposée dans le document intitulé « éléments relatifs aux ressources humaines », annexé au présent rapport.

Le chapitre 65 enregistre en 2025 une augmentation modérée de 3,05% qui se répartit de manière assez uniforme sur l'ensemble des postes. Rappelons que le chapitre 65 est constitué, pour l'essentiel, par les participations versées aux établissements dont Terres d'Argentan Interco est membre (SITCOM, SIVOS), au SDIS, ainsi qu'aux écoles privées du territoire accueillant des élèves domiciliés sur le territoire. C'est donc un ensemble de dépenses sur lequel l'établissement a peu de moyens d'agir.

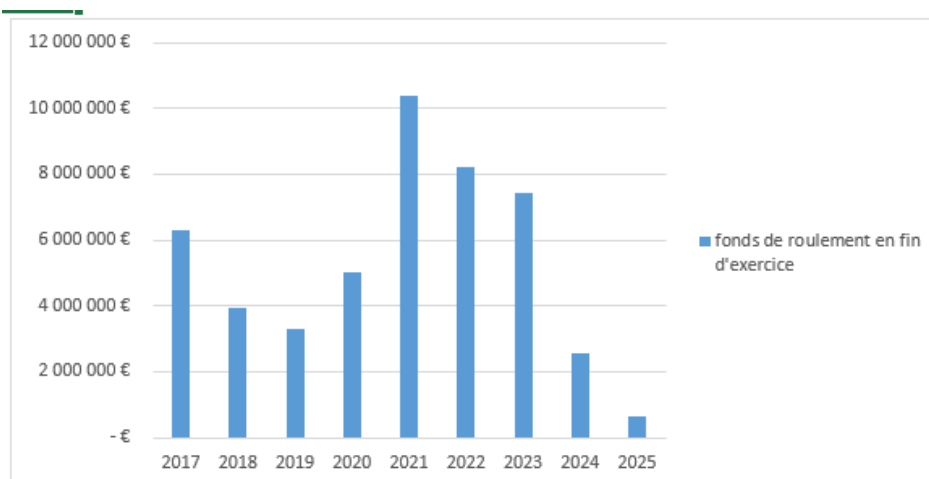
Les charges financières, comptabilisées au chapitre 66 enregistrent un recul de plus de 57 k€, soit -19%. Alors que l'essentiel de l'encours de dette de l'établissement est contracté à taux fixe, un contrat souscrit en 2008 pour financer la construction de l'EHPAD d'Occagnes est indexé sur le taux du livret A. Le recul du taux du livret A, successivement à 2,4% puis à 1,7% en 2025 a, mécaniquement pesé à la baisse sur les intérêts supportés par le budget communautaire.

d) le fonds de roulement

Le fonds de roulement (en d'autres termes : la trésorerie disponible en fin d'exercice) de l'établissement a été longtemps très élevé au cours de la période récente (plus de 10 M€ fin 2021 et encore 7,4 M€ fin 2023) alors que le besoin en fonds de roulement du budget se situe entre 1 et 1,5 M€. Deux facteurs expliquaient, à eux seuls, ce niveau anormalement élevé :

- les retards pris dans les programmes d'investissement de 2022 et 2023 (taux de réalisation voisins de 40%) ;
- la cession de l'EHPAD d'Occagnes générant des liquidités non mobilisées par un remboursement anticipé d'emprunt.

Fin 2025, le niveau du fonds de roulement est de 667 k€, nécessitant, dans l'attente de l'adoption du budget primitif 2026 de souscrire une ligne de trésorerie d'un montant maximal de 2 M€.



Le tableau ci-dessous reprend les soldes intermédiaires venant déterminer la position de trésorerie de l'établissement en fin d'exercice.

fonds de roulement au 01/01/2025	2 563 231 €
épargne brute (avec op. exc.) dégagée par l'exercice 2025	2 126 215 €
remboursement en capital des emprunts	702 307 €
recettes d'investissement perçues en 2025	4 230 928 €
emprunts mobilisés en 2025	3 000 000 €
investissements réalisés en 2025	10 551 134 €
fonds de roulement au 31/12/2025	666 933 €

B- les perspectives financières et budgétaires sur la période 2026-2028

a) le contexte économique et financier national de l'action publique locale

L'année 2026 s'inscrit dans un contexte économique marqué par une croissance modérée, dans la continuité du ralentissement observé depuis 2023. Les perspectives macroéconomiques font état d'une progression du produit intérieur brut comprise entre 1,0 % et 1,4 %, traduisant une activité soutenue principalement par la consommation, tandis que l'investissement devrait rester contenu par des conditions financières encore contraignantes.

L'inflation attendue devrait poursuivre sa décélération, après les niveaux exceptionnellement élevés des années récentes. Pour 2026, elle pourrait se situer autour de la cible de 2 %, avec toutefois des incertitudes liées à l'évolution des prix de l'énergie et au contexte international. L'inflation hors énergie et alimentation est susceptible de demeurer légèrement supérieure à son niveau de long terme.

Dans ce cadre, la politique monétaire de la Banque centrale européenne s'oriente vers une stabilisation progressive, sans retour aux conditions de taux très bas observées avant 2022. Les taux d'intérêt à court terme pourraient amorcer une légère détente, tandis que les taux à long terme resteraient durablement plus élevés, traduisant un environnement financier structurellement plus coûteux.

Pour la communauté de communes, ce contexte implique une pression accrue sur les charges financières, une vigilance renforcée dans le recours à l'emprunt et une gestion prudente des équilibres budgétaires.

b) les relations financières avec l'État

Le projet de loi de finances pour 2026 (PLF 2026) a été déposé à l'automne 2025. Il a été examiné d'abord à l'Assemblée nationale, où la majorité relative du gouvernement a peiné à convaincre une majorité de députés. Le texte, en particulier la partie « recettes », a été rejeté ou modifié fortement en commission, rendant un vote classique difficile. Le Sénat a adopté une version remaniée du PLF qui devait servir de base à la commission mixte paritaire (CMP) chargée d'arbitrer entre les versions de l'Assemblée et du Sénat. En principe, sans accord en CMP, le texte retourne aux deux chambres.

Faute d'adoption définitive avant le 31 décembre 2025, le gouvernement a fait adopter une loi spéciale budgétaire qui prolonge les règles de recettes et de dépenses de 2025 pour assurer la continuité des finances publiques au 1^{er} janvier 2026. Elle ne remplace pas la loi de finances annuelle, mais sert de cadre transitoire. Devant l'impossibilité d'un vote majoritaire à l'Assemblée, le Premier ministre a engagé la responsabilité du gouvernement au titre de l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le PLF sans vote. Dans ce cas, le texte est réputé adopté sauf si une motion de censure est votée contre le gouvernement. Le gouvernement vise désormais une adoption définitive du budget mi-février 2026 dans le cadre d'un calendrier dépendant du dépôt ou non de motions de censure.

C'est dans ce contexte d'incertitude que doit être envisagé le débat d'orientation budgétaire et le scénario financier qui le sous-tend.

En 2026, l'évolution des concours financiers de l'État aux EPCI s'inscrit dans un cadre macro-budgétaire fortement contraint, marqué par l'objectif de maîtrise de la dépense publique et l'absence de dynamique globale des dotations. La DGF devrait être globalement stabilisée en valeur, ce qui se traduit mécaniquement, en euros constants, par une contraction des ressources réelles du bloc intercommunal. Au sein de cette enveloppe, la dotation d'intercommunalité ne bénéficierait pas d'une revalorisation structurelle, son évolution étant principalement déterminée par des mécanismes internes de répartition (population, coefficient d'intégration fiscale, effort fiscal), générant des effets redistributifs différenciés entre territoires sans création nette de ressources.

Il faut craindre que la dotation de compensation prolonge sa trajectoire d'érosion structurelle, liée à sa dimension de « variable d'ajustement » dans l'équation complexe de la répartition des différentes composantes des dotations, équation dont devra s'emparer le comité des finances locales après adoption de la loi de finances. La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), fortement érodée en 2025, pourrait, elle aussi, voir cette tendance se confirmer. Comme la dotation de compensation, elle est devenue depuis plusieurs années une variable d'équilibre souvent sacrifiée pour servir des composantes jugées prioritaires.

Les allocations compensatrices de fiscalité, et notamment celles liées aux locaux industriels (réformes de la fiscalité économique et de la valeur locative industrielle), devraient s'inscrire dans une logique de stabilisation nominale, sans indexation sur l'inflation, induisant une perte de rendement réel pour les EPCI concernés. L'ensemble de ces évolutions dessine une trajectoire financière caractérisée par une contraction progressive des marges de manœuvre intercommunales, une faible lisibilité pluriannuelle des compensations fiscales et une dépendance accrue aux ressources propres et à la dynamique territoriale de bases fiscales.

Ainsi, à titre d'hypothèse financière, on retiendra pour 2026 :

- une progression de 78 k€ de la dotation d'intercommunalité (cette progression pourrait paraître contradictoire avec le contexte contraint décrit plus haut ; elle est, dans le cas de Terres d'Argentan, liée au fait que la cible « arithmétique » de cette dotation demeure, en 2025 encore, au-dessus du niveau réel notifié, suite à l'application d'un dispositif de lissage qui limite à 10% par an les variations à la hausse ou à la baisse de la dotation d'intercommunalité par habitant) ;
- une érosion d'environ 5% de la dotation de compensation, soit un recul de près de 100 k€ ;
- un montant de la DC RTP risquant, à court terme, de tendre vers zéro ;
- un léger tassement (-1%) des allocations compensatrices.

Au-delà des dispositions encadrant la dotation globale de fonctionnement, il faut ici prendre en compte une décision gouvernementale dont les répercussions affectent sensiblement les collectivités dans la période entamée en 2025. Au regard du déficit de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), contre l'avis des collectivités, un décret du Premier ministre vient réévaluer le taux de cotisation par quatre paliers successifs de trois points étalés sur la période 2025-2028. À elle seule, cette mesure représente une incidence budgétaire annuelle de l'ordre de 1,25% sur les dépenses de personnel inscrites au chapitre 012. Combiné à la prise en compte de l'évolution des carrières, des ajustements de politique salariale ou encore d'autres mesures nationales s'imposant aux collectivités, ce contexte conduit la communauté de communes à attendre une évolution globale annuelle des dépenses de personnel (hors refacturation) qui pourrait s'échelonner de la manière suivante :

- 13,9 M€ en 2026 ;
- 14,3 M€ en 2027 ;
- 14,7 M€ en 2028.

c) le contexte de l'établissement

Les efforts de gestion menés au cours des années précédentes ont permis, malgré l'inflation, une stabilisation des dépenses au chapitre 011 en 2025 au même niveau qu'en 2023.

Toutefois ce chapitre ne présente plus de marges de manœuvre réellement pilotables sans dégrader substantiellement la qualité du service produit. Ce chapitre est fortement dépendant d'éléments exogènes, notamment l'évolution du coût d'approvisionnement en énergie. Le coût de la restauration, deuxième poste au sein de ce chapitre, évolue au regard des objectifs nourris en matière de qualité du service, d'approvisionnement local et bio. C'est donc dans un cadre fort contraint que l'objectif de 5,3 M€ de dépenses au chapitre 011 est fixé pour 2026, ce qui traduirait une réduction en volume de l'ensemble des postes de dépense.

L'évolution des dépenses de personnel sur la période triennale à venir doit être appréhendée à la lumière du rapport spécifique annexé.

Il faut relever que l'exercice 2026 sera le premier exercice de mise en œuvre de la dotation de solidarité communautaire instaurée dans le cadre du pacte financier et fiscal dont les travaux se sont achevés en 2025. En l'état actuel du consensus sur le niveau de l'enveloppe consacrée, cela représente une dépense nouvelle de 260 k€.

Enfin, en matière de dépenses de fonctionnement, dans le prolongement de l'évolution observée en 2024, la maîtrise du chapitre 65 (qui regroupe, pour l'essentiel les participations versées aux organismes dont l'établissement est membre ainsi que les participations d'équilibre en direction des budgets annexes) apparaît comme un enjeu important. On peut, à ce titre, évoquer :

- les perspectives budgétaires des syndicats de regroupement scolaire et des syndicats de rivière, eux-mêmes soumis au fort dynamisme des dépenses de fonctionnement ;
- l'évolution du financement des écoles privées, directement corrélé au coût d'accueil d'un élève dans les établissements du territoire (ce coût a été, pour la première fois, réduit en 2025 suite à la baisse de la masse salariale affectée aux écoles maternelles en 2024) ;
- la progression régulière du contingent versé au SDIS ;
- la fragilisation de la situation du budget annexe « interventions économiques » suite à la liquidation judiciaire de la société RécyOuest (plus de loyers perçus en contrepartie de l'annuité de l'emprunt contracté pour acquérir le site, plus de possibilité de refacturer la taxe foncière).

En l'absence de perspectives permettant d'accréditer un regain de dynamisme des recettes fiscales de l'établissement ou des dotations versées par l'État, la poursuite de la dégradation de l'épargne sous le mécanisme d'un « effet de ciseau » (progression des dépenses plus rapide que les recettes) doit être regardée comme un processus largement enclenché dont le désamorçage, pourtant nécessaire, sera complexe.

d) les hypothèses retenues pour la projection financière

Le débat d'orientation budgétaire a pour vocation de resituer les arbitrages soumis aux élus communautaires dans un scénario financier réaliste, sincère et garant des équilibres budgétaires à venir. Le scénario financier présenté en annexe du présent rapport donne une lisibilité à moyen terme des conséquences de la programmation triennale retenue, notamment sur l'épargne dégagée par l'établissement et sur son endettement. Il s'appuie sur des hypothèses, à la fois prudentes et imprécises, qui s'inscrivent dans le prolongement du contexte décrit plus haut.

Le tableau ci-dessous rend compte des hypothèses retenues pour construire la modélisation financière.

	2026	2027	2028
dépenses de personnel : variation à effectif constant (GVT et point d'indice)		3,00%	3,00%
dépenses de personnel : variation en effectif	0,00%	0,00%	0,00%
croissance du PIB	1,00%	1,00%	1,10%
durée moyenne des contrats de prêt sur la période à venir	20	20	20
évolution des tarifs	1,50%	1,50%	1,50%
inflation hors énergie	1,60%	1,70%	1,70%
inflation sur l'énergie	1,30%	1,80%	1,80%
révision des valeurs locatives foncières	0,80%	1,00%	1,00%
taux de financement bancaire	3,80%	3,90%	4,00%
variation en volume des bases de CFE	1,00%	2,00%	1,00%
variation du taux d'imposition	0,00%	0,00%	0,00%

e) l'épargne résultante

La projection des dépenses et des recettes de fonctionnement, telle qu'elle peut être esquissée à partir des éléments ci-dessus laisse augurer une épargne de gestion décrite dans le tableau ci-dessous. Rappelons que l'épargne de gestion est constituée du surplus des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, sans tenir compte des intérêts de la dette. C'est, en quelque sorte, une mesure de la capacité à dégager des marges de manœuvre financières pour l'investissement indépendamment de la politique d'endettement passée ou à venir.

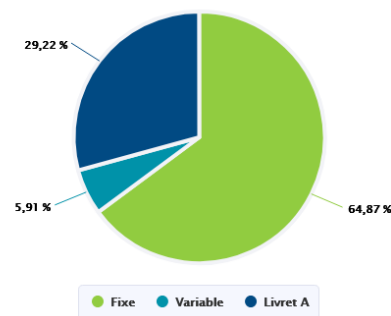
	2021 (CA)	2022 (CA)	2023 (CA)	2024 (CA)	2025 (CA)	2026 (BP)	2027 (BP)	2028 (BP)
recettes réelles de fonctionnement (hors recettes exceptionnelles)	24 511 504 €	26 437 050 €	28 582 386 €	29 702 904 €	30 303 671 €	30 268 180 €	30 724 337 €	31 179 192 €
dépenses réelles de fonctionnement (hors charges financières et charges exceptionnelles)	20 736 149 €	23 170 875 €	25 561 547 €	27 327 393 €	28 219 965 €	29 082 559 €	29 728 811 €	30 392 673 €
ÉPARGNE DE GESTION	3 775 355 €	3 266 174 €	3 020 839 €	2 375 511 €	2 083 706 €	1 185 621 €	995 526 €	786 519 €

Le tableau ci-dessus projette un prolongement de la dégradation de l'épargne sous l'effet de ciseau présenté plus haut. Rappelons ici que la mise en perspective de données issues du compte administratif et de données issues de projets de budget primitif doit toujours être appréhendée avec subtilité : les données issues de budgets étant, par principe, prudentes révèlent un niveau d'épargne généralement sous-évalué.

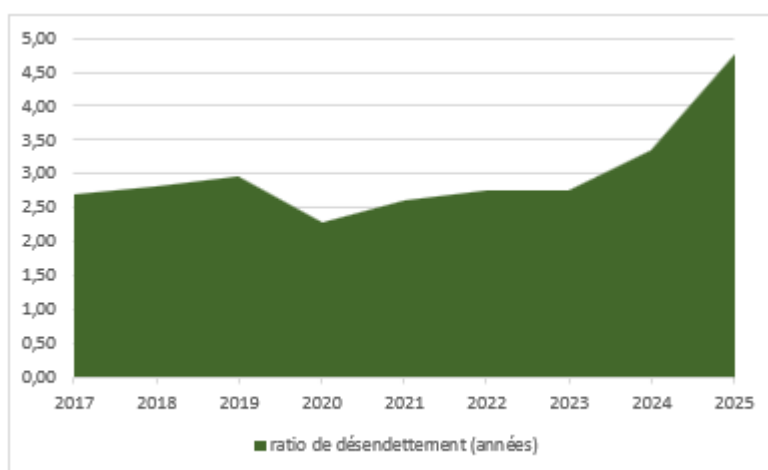
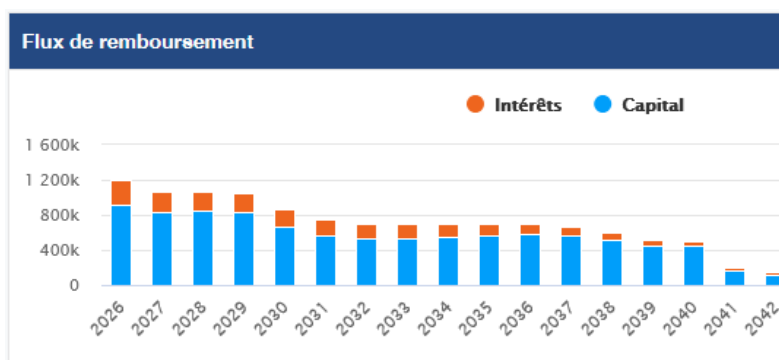
f) la dette

Au 1^{er} janvier 2024, l'encours de la dette souscrite par le budget principal, le budget annexe interventions économiques et le budget annexe restauration collective (c'est-à-dire par l'ensemble des budgets relevant de services publics administratifs financés par l'impôt) s'élève à 10,622 M€, répartis sur 18 lignes d'emprunt distinctes. La durée de vie moyenne de cet encours est légèrement supérieure à 8 années. Cela représente, en l'absence de tout nouvel emprunt, le temps nécessaire au remboursement de la moitié de l'encours actuel.

Le taux moyen du portefeuille des emprunts souscrits par Terres d'Argentan s'établit à 2,79%. En dehors de tout emprunt ultérieur, il ne devrait que peu varier dans la période à venir au regard de la faible exposition aux taux variables. La seule exposition réelle au risque de taux est ciblée sur l'évolution du taux du livret A sur la base duquel pèse plus d'un tiers de l'encours. Le recul du taux du livret A amorcé en 2025 et prolongé en 2026 viendra réduire, à encours inchangé, le niveau des charges financières.



Avant tout emprunt en 2026, le profil d'extinction de la dette agrégée du budget principal, du budget annexe interventions économiques et du budget annexe restauration collective se présente comme suit. On constate un premier décrochement de l'ordre de 120 k€ en 2027 qui aura un effet bénéfique sur l'épargne nette. Ensuite, il faut attendre 2030 pour que la maturité de certains contrats vienne, à nouveau, affecter favorablement l'épargne nette.



On peut considérer, au regard de l'épargne dégagée par le budget principal, que le niveau d'endettement actuel est peu élevé. En effet, sur la base d'une épargne brute légèrement supérieure à 2 M€, le ratio de désendettement fin 2025 demeure légèrement inférieur à 5 années, soit le temps nécessaire à un remboursement complet de l'encours en y consacrant la totalité de l'autofinancement dégagé. Ce niveau est bien inférieur au seuil d'alerte

couramment fixé autour de 12 ans. On observera cependant, sur le graphique ci-dessous, que le recours substantiel à l'emprunt en 2025 (suite au tarissement du fonds de roulement qui a permis de financer les investissements sur la période 2022-2024) a amorcé une dégradation du ratio de désendettement qui avait connu, auparavant, une forte stabilité.

C- la programmation pluriannuelle des investissements

a) le recensement des projets

Au-delà du seul budget primitif 2026, le débat d'orientation budgétaire est l'étape préalable d'analyse et de concertation autour de la programmation pluriannuelle des investissements. Le budget primitif 2026 s'inscrira ainsi comme déclinaison et première étape d'une programmation pensée sur la période 2026-2028.

La modélisation financière proposée dans ce rapport est celle qui résulte du projet de programmation 2026-2028 détaillé en annexe.

b) le scénario financier résultant

Malgré le réexamen à la baisse du plan pluriannuel 2025-2028 qui avait sous-tendu le rapport d'orientation budgétaire de 2025 (plus de 37 M€ de dépenses d'investissement étalées sur trois ans), le plan 2026-2028 préserve un niveau élevé d'investissement sur la période triennale qui s'ouvre (25,4 M€). Il est à noter qu'une part significative de cette projection est issue de projets en cours ou de projets contractualisés. Le niveau de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement étant nul sur la période considérée, la quasi-totalité de cet effort d'investissement (après prise en compte des subventions liées aux projets) devra être financée par emprunt bancaire, soit un recours voisin de 13 M€ sur la période, ce qui constitue plus qu'un doublement de l'encours de dette.

Le tableau et les graphiques ci-dessous récapitulent le scénario contenu dans la programmation et son incidence sur l'endettement de l'établissement.

	2026	2027	2028	TOTAL
dépenses d'investissement	10 517 462 €	7 613 790 €	7 278 132 €	25 409 384 €
subventions d'investissement	4 623 224 €	1 591 700 €	1 140 860 €	7 355 784 €
FCTVA	1 725 284 €	1 248 966 €	1 193 905 €	4 168 155 €
net à financer	4 168 953 €	4 773 124 €	4 943 367 €	13 885 444 €
recours à l'emprunt prévu	2 500 000 €	4 800 000 €	5 600 000 €	12 900 000 €
annuité d'emprunt	1 087 175 €	1 304 242 €	1 708 410 €	
encours de dette	11 331 562 €	11 331 562 €	15 326 882 €	

La réalisation de la programmation proposée pour la période 2026-2028 aurait, conformément au scénario prospectif présenté, les principales conséquences suivantes :

- un recours à l'emprunt de 12,9 millions d'euros sur trois ans, faisant passer l'encours de dette du seul budget principal de 9,6 M€ fin 2025 à 19,9 M€ fin 2028 (le remboursement en capital des emprunts antérieurement souscrits réduisant dans le même intervalle l'encours de dette) ;
- une augmentation corrélative de l'annuité d'emprunt (intérêts et remboursement en capital) qui passerait, dans le même intervalle de temps, de 0,945 M€ à plus de 1,7 M€, conséquences financières qui, à elles seules dégraderaient annuellement de plus de 750 k€ l'épargne nette ;
- une érosion de l'épargne nette dès 2027, débouchant sur une probable impasse budgétaire lors de l'élaboration du budget 2028 ;
- une explosion du ratio de désendettement qui passerait de moins de 5 ans à plus de 50 ans en l'espace de trois ans.

Ce scénario « au fil de l'eau » (c'est-à-dire sans mesure correctives).

Afin d'envisager les leviers à actionner face à ce qui doit être considéré comme un écueil à éviter, il est important de prendre la mesure des marges de manœuvre et de la faible « élasticité » qu'offre le budget communautaire.

- *dépenses de fonctionnement* : Comme pour de nombreuses collectivités, une part importante des dépenses de fonctionnement enregistrées au chapitre 011 est la conséquence de la continuité du service public et ne permet que peu d'ajustements sans remettre en cause le maintien de certains services. Les dépenses de personnel, quant à elles, sont pour une part prépondérante encadrées par des dispositions statutaires qui engendrent une rigidité à moyen terme de ce poste de dépenses. Les dépenses relevant du

chapitre 65, comme cela a été vu plus haut, sont le reflet de la gestion d'établissements extérieurs à Terres d'Argentan Interco sur lesquels les élus communautaires peuvent agir à des degrés divers.

- *recettes de fonctionnement* : L'établissement demeure maître des tarifs auxquels les usagers accèdent aux services (équipements communautaires, services périscolaires). Ces recettes avoisinent 1 M€ sur un total de plus de 30 M€ de recettes de fonctionnement, ce qui réduit mécaniquement l'impact favorable de telles mesures sur l'épargne dégagée par l'établissement. À titre d'exemple, une très forte hausse de 20% des tarifs communautaires engendrerait une hausse de recettes globalement inférieure à 0,7% et présenterait le risque de priver certains usagers de la possibilité même d'accéder au service public local. Par ailleurs, via les réformes fiscales, les EPCI ont perdu leur pouvoir de taux sur une partie importante de leurs ressources. En matière de taux, ne demeurent que deux véritables leviers : la taxe foncière et la cotisation foncière des entreprises qui, à elles deux, représentent à peine plus de 20% des recettes de fonctionnement.
- *dépenses d'investissement* : Une des spécificités de Terres d'Argentan Interco, du fait des compétences qu'elle exerce, est d'assumer d'importantes dépenses d'entretien et d'amélioration des réseaux (voirie, éclairage public, eaux pluviales, ouvrages d'art...) et du patrimoine bâti (notamment scolaire) qu'elle gère. Conséquence de cette situation, elle voit sa section d'investissement porter chaque année des enveloppes budgétaires d'un montant net voisin de 2,5 M€ pour assurer la maintenance de ces ouvrages. Depuis 2023, la capacité d'autofinancement de l'établissement est passée sous ce niveau d'investissement récurrent, ce qui implique un recours à l'emprunt pour financer des dépenses récurrentes.

D- Conclusion

Le programme d'investissement sur la période 2024-2026 est ambitieux, répondant à des objectifs d'entretien de notre patrimoine et d'amélioration de la qualité de vie des habitants du territoire. Il pèse fortement sur les comptes de la collectivité. Nous en sommes conscients collectivement s'agissant de décisions prises à l'unanimité.

Notre taux de désendettement reste faible ce qui nous donne une marge de manœuvre.

Pour maintenir nos équilibres budgétaires, nous devons poursuivre le travail sur l'optimisation de notre section de fonctionnement. Cela passera par une vigilance accrue sur l'exécution budgétaire et la recherche de nouvelles marges en matière de recettes.

Nous disposons d'outils de pilotage et les mettrons en œuvre pour assurer ce suivi en responsabilité.

Dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire, seuls les budgets annexes ayant le statut de service public industriel et commercial font l'objet d'une présentation.

E- le budget annexe assainissement collectif

Le service public d'assainissement collectif constitue un service public industriel et commercial. Il est financé par une redevance assise sur la consommation d'eau. Afin de l'isoler du budget principal percevant l'impôt, il fait l'objet d'un budget annexe dont il convient d'assurer une analyse financière distincte.

Une étude financière rétrospective et prospective est reproduite à la page suivante.

Le programme pluriannuel d'investissement associé à ce service public se présente comme suit.

Le fonds de roulement dont disposait ce budget annexe en 2020 était très élevé : plus de 2 M€, soit environ trois fois le budget annuel d'exploitation augmenté du remboursement en capital des emprunts souscrits. Ce niveau élevé s'expliquait principalement par un sous-investissement antérieur, lié à l'absence de structuration du service public d'assainissement collectif. Le fonds de roulement a permis de financer l'essentiel du coût résiduel des investissements sur la période 2021-2025 sans recours au financement bancaire (les seuls emprunts souscrits étant les avances remboursables accordées par l'Agence de l'eau parallèlement aux subventions octroyées).

L'amenuisement progressif du fonds de roulement ainsi mobilisé dans le financement des investissements placera l'établissement dans une situation nouvelle au cours de la période triennale qui s'ouvre. Face aux enjeux de réhabilitation des réseaux et des installations, un programme de près de 4,6 M€ est conçu sur les trois années à venir, ce qui, après déduction des subventions escomptées, représente un effort net d'investissement de près de 3,5 M€. L'épargne dégagée par la section d'exploitation ne suffit pas, à elle seule, à couvrir ce besoin, ce qui conduira l'établissement à recourir au financement bancaire. Le niveau d'endettement actuel du budget annexe assainissement n'est pas préoccupant (ratio de désendettement voisin de 4 ans). Il demeurerait inférieur à 7 ans au terme de la période sur laquelle porte l'étude financière.

Toutefois, la prise en considération des éléments suivants doit conduire Terres d'Argentan à réinterroger sur la longue durée (mandat 2026-2032) le niveau actuel de ses capacités d'autofinancement en lien avec le niveau de la redevance perçue :

- Le niveau annuel de réhabilitation requis pour parer une dégradation du patrimoine exploité, faisant écho au récent schéma directeur, est voisin de 1,2 M€.
- Après prise en compte des subventions attendues de l'Agence de l'eau, cet effort de réhabilitation présuppose une capacité d'autofinancement voisine de 650 k€.
- Ce niveau dépasse l'épargne dégagée par la section d'exploitation, d'où le recours, qui ne peut être que transitoire, au financement bancaire.

Terres d'Argentan Interco - budget annexe assainissement : étude financière rétrospective et prospective

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	crédits 2026	crédits 2027	crédits 2028
chapitre 70 : produits de services	1 543 638 €	1 193 214 €	1 028 164 €	1 384 700 €	1 382 219 €	1 353 172 €	1 349 796 €	1 287 841 €	1 266 766 €	1 243 501 €	1 221 535 €
redevance d'assainissement	1 494 459 €	1 187 114 €	983 614 €	1 359 100 €	1 334 119 €	1 320 022 €	1 276 589 €	1 244 301 €	1 200 000 €	1 176 000 €	1 152 480 €
autres produits	49 179 €	6 100 €	44 550 €	25 600 €	48 100 €	33 150 €	73 206 €	43 540 €	66 766 €	67 501 €	69 055 €
chapitre 74 : subventions	134 700 €	120 591 €	187 053 €	119 856 €	122 513 €	33 026 €	71 934 €	- €	- €	- €	- €
prime d'ajournement	97 320 €	116 011 €	164 594 €	117 073 €	103 845 €	33 026 €	- €	- €	- €	- €	- €
autres subventions	37 380 €	4 580 €	22 459 €	2 783 €	18 668 €	- €	71 934 €	- €	- €	- €	- €
chapitres 75 & 77 : autres produits et produits exceptionnels	46 244 €	28 €	869 €	2 739 €	0 €	2 881 €	22 370 €	- €	- €	- €	- €
produit des cessions	45 000 €	- €	869 €	2 739 €	0 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
autres recettes	1 244 €	28 €	869 €	2 739 €	0 €	2 881 €	22 370 €	- €	- €	- €	- €
TOTAL (recettes réelles d'exploitation)	1 724 582 €	1 313 633 €	1 216 085 €	1 507 294 €	1 504 732 €	1 323 027 €	1 444 100 €	1 287 841 €	1 266 766 €	1 243 901 €	1 221 535 €
chapitre 011 : dépenses à caractère général	150 030 €	207 436 €	294 873 €	467 545 €	108 420 €	140 913 €	140 856 €	90 730 €	150 000 €	152 550 €	155 143 €
sous-traitance et entretien des réseaux et installations	97 721 €	148 540 €	223 668 €	365 099 €	26 406 €	52 356 €	44 764 €	62 350 €	106 000 €	107 802 €	109 635 €
autres charges à caractère général	52 309 €	58 896 €	71 204 €	104 447 €	82 014 €	88 556 €	96 092 €	28 380 €	44 000 €	44 748 €	45 509 €
chapitre 012 : dépenses de personnel	195 865 €	170 699 €	138 362 €	108 975 €	108 798 €	100 622 €	137 967 €	126 188 €	130 000 €	134 550 €	139 259 €
chapitre 014 : dégrèvements et reversements	- €	5 800 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
chapitre 65 : autres charges de gestion courante	- €	- €	1 659 €	960 €	- €	242 €	2 329 €	2 902 €	17 730 €	- €	1 000 €
chapitre 66 : charges financières	154 716 €	147 263 €	139 816 €	131 971 €	124 646 €	117 635 €	109 915 €	101 563 €	122 986 €	140 110 €	153 055 €
chapitres 67 & 68 : charges exceptionnelles	309 753 €	400 €	- €	2 900 €	2 960 €	- €	288 077 €	2 193 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL (dépenses réelles de fonctionnement)	810 365 €	519 997 €	574 710 €	712 352 €	344 823 €	359 412 €	679 145 €	323 575 €	425 716 €	432 210 €	453 458 €
ÉPARGNE BRUTE (hors opérations exceptionnelles)	1 177 727 €	794 008 €	640 507 €	795 104 €	1 162 869 €	960 734 €	1 030 662 €	966 459 €	846 050 €	816 691 €	773 077 €
remboursement en capital des emprunts	450 007 €	570 412 €	430 477 €	450 726 €	403 465 €	403 859 €	433 561 €	419 610 €	442 252 €	431 495 €	394 155 €
ÉPARGNE NETTE (hors opérations exceptionnelles)	727 719 €	223 596 €	210 029 €	344 378 €	759 403 €	556 876 €	597 101 €	546 849 €	403 799 €	385 196 €	378 922 €
subventions d'équipement	520 560 €	293 887 €	375 745 €	396 278 €	440 326 €	739 715 €	735 051 €	692 753 €	360 953 €	420 000 €	360 000 €
emprunt	156 558 €	92 800 €	209 064 €	13 968 €	3 806 €	408 466 €	199 852 €	199 852 €	700 000 €	650 000 €	550 000 €
CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT	1 141 328 €	609 911 €	795 707 €	754 463 €	1 200 575 €	1 707 937 €	1 066 445 €	1 437 261 €	1 459 752 €	1 450 196 €	1 283 922 €
INVESTISSEMENT RÉALISÉ OU PRÉVU	418 714 €	904 963 €	722 357 €	1 093 246 €	1 367 954 €	1 732 486 €	1 975 118 €	1 425 035 €	1 997 657 €	1 400 000 €	1 200 000 €
fonds de roulement en début d'exercice	1 751 139 €	2 473 753 €	2 178 700 €	2 252 050 €	1 913 266 €	1 745 887 €	1 721 339 €	812 666 €	824 893 €	286 987 €	337 183 €
fonds de roulement en fin d'exercice	2 473 753 €	2 178 700 €	2 252 050 €	1 913 266 €	1 745 887 €	1 721 339 €	812 666 €	824 893 €	286 987 €	337 183 €	421 106 €

F- le budget annexe mobilité

Le transfert dans le giron communautaire de la compétence mobilité, effectif depuis le 1^{er} juillet 2021, emporte la gestion par Terres d'Argentan Interco d'un budget spécifique. Comme l'assainissement, cette compétence s'inscrit dans le cadre de la réglementation applicable aux services publics industriels et commerciaux : le budget doit s'équilibrer par ses ressources propres sans pouvoir prétendre à un concours financier du budget principal financé par l'impôt.

Les recettes du service sont essentiellement constituées du versement mobilité, cotisation supportée par les employeurs comptant au moins onze salariés. Le taux du versement mobilité a achevé, en 2023, une période de convergence à l'issue de laquelle il est égal à 0,45 % sur l'ensemble du territoire communautaire.

L'étude financière sur la période 2026-2028, synthétisée dans le tableau ci-dessous, permet d'avancer les principales conclusions suivantes :

- la stabilisation de l'épargne dégagée par le budget annexe, conséquence d'une évolution homogène des dépenses et des recettes ;
- un autofinancement permettant de couvrir les besoins d'investissement sans recours à l'emprunt et de maintenir un niveau de fonds de roulement susceptible d'être mobilisé au-delà de 2028 pour le remplacement programmé d'une partie du parc roulant.

Terres d'Argentan Interco - budget annexe mobilité : étude financière rétrospective et prospective

	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	crédits 2026	crédits 2027	crédits 2028
chapitre 70 : produits de services	37 532 €	41 543 €	44 428 €	46 137 €	47 115 €	47 115 €	47 530 €
vente de titres de transport	31 613 €	36 375 €	37 774 €	36 897 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €
autres produits	5 920 €	5 168 €	6 654 €	9 240 €	12 115 €	12 321 €	12 530 €
chapitre 73 : impôts et taxes	653 216 €	876 582 €	893 214 €	934 052 €	900 000 €	909 000 €	918 090 €
versement mobilité	653 216 €	876 582 €	893 214 €	934 052 €	900 000 €	909 000 €	918 090 €
chapitre 74 : dotations et subventions	- €	30 657 €	- €	690 €	29 000 €	30 000 €	30 000 €
chapitre 75 : autres produits de gestion courante	19 930 €	7 034 €	18 814 €	40 253 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
chapitres 77 et 013 : produits exceptionnels	9 529 €	5 194 €	12 798 €	- €	- €	- €	- €
produit des cessions	2 798 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
autres recettes	6 731 €	5 194 €	12 798 €	- €	- €	- €	- €
TOTAL (recettes réelles d'exploitation)	720 208 €	961 010 €	969 254 €	1 021 131 €	982 115 €	992 115 €	1 001 620 €
chapitre 011 : dépenses à caractère général	162 709 €	195 417 €	181 874 €	213 405 €	278 100 €	282 926 €	287 836 €
carburant	65 173 €	66 043 €	35 479 €	77 993 €	98 400 €	100 171 €	101 974 €
entretien du matériel roulant	30 304 €	42 207 €	17 354 €	17 455 €	18 600 €	18 916 €	19 238 €
autres charges à caractère général	67 233 €	87 167 €	129 041 €	117 958 €	161 100 €	163 839 €	166 624 €
chapitre 012 : dépenses de personnel	351 266 €	475 096 €	477 153 €	515 590 €	552 100 €	571 424 €	571 424 €
chapitre 014 : dégrèvements et reversements	273 €	248 €	389 €	235 €	500 €	500 €	500 €
chapitre 65 : autres charges de gestion courante	43 853 €	6 428 €	12 783 €	16 400 €	30 420 €	30 000 €	30 000 €
chapitre 66 : charges financières	2 049 €	3 156 €	2 329 €	2 149 €	2 012 €	1 829 €	1 644 €
chapitre 67 : charges exceptionnelles	- €	- €	- €	- €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
TOTAL (dépenses réelles de fonctionnement)	560 151 €	680 346 €	674 529 €	747 779 €	864 132 €	887 678 €	892 404 €
ÉPARGNE BRUTE (hors opérations exceptionnelles)	150 527 €	275 470 €	281 927 €	273 352 €	118 983 €	105 437 €	110 216 €
remboursement en capital des emprunts	18 804 €	25 227 €	25 406 €	25 587 €	25 768 €	25 951 €	26 135 €
ÉPARGNE NETTE (hors opérations exceptionnelles)	131 724 €	250 243 €	256 521 €	247 766 €	93 215 €	79 486 €	84 081 €
subventions d'équipement	- €	8 610 €	- €	- €	96 000 €	145 000 €	200 000 €
emprunt	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT	141 253 €	264 047 €	269 319 €	247 766 €	188 215 €	223 486 €	283 081 €
INVESTISSEMENT RÉALISÉ OU PRÉVU	61 826 €	48 933 €	3 254 €	2 322 €	307 000 €	- €	400 000 €
fonds de roulement en début d'exercice	262 651 €	342 078 €	557 192 €	823 257 €	1 068 701 €	949 916 €	1 173 401 €
fonds de roulement en fin d'exercice	342 078 €	557 192 €	823 257 €	1 068 701 €	949 916 €	1 173 401 €	1 056 482 €